

mêmes dimensions que celle du traitement des égouts, que celle de la cueillette des déchets, que celle de la distribution de l'électricité ou que celle de l'administration des services d'évaluation foncière. La difficulté des services nécessaires dans toute ville, c'est que la portée et la dimension idéales d'une unité administrative varient énormément d'un service à l'autre.

Les provinces ont essayé d'attaquer le problème en concevant plusieurs échelons de gouvernement au niveau local, au niveau de l'agglomération urbaine et au niveau régional. Elles n'ont pas trouvé de formule uniforme parce que chaque ville est différente. Elle varie selon le milieu physique où elle a pris naissance et où elle s'est développée. Elle varie en fonction de ses habitants et de leurs aspirations. Elle varie selon les valeurs sociales et culturelles que les habitants de la ville réclament comme une partie de leurs conditions de vie.

La solution du problème de la croissance urbaine n'est pas seulement la création d'un ministère fédéral des Affaires urbaines, même si je considère cette mesure inévitable. Le ministre actuel m'impressionne notamment par la façon dont il s'applique à fixer ses buts et priorités et à les comprendre avant d'agir. Il est incontestable qu'il faut faire beaucoup plus de recherches fondamentales sur nos problèmes urbains. Tant que nous n'aurons pas décidé quel genre de villes nous voulons, que ce soit des villes verticales ou horizontales, des villes à faible densité de population qui s'étendent jusque dans les régions rurales—la sorte de ville dont il était question au siècle dernier—ou des villes à population dense entourées de zones vertes, la recherche continuera d'être indispensable. Nous voudrions savoir dans quel genre de ville nous voulons habiter, une ville souterraine ou surélevée, composée de grands ou de petits immeubles et où la population est dense ou clairsemée.

Il existe un désaccord étonnant sur les objectifs fondamentaux à poursuivre, entre ceux qui consacrent leur vie à l'étude des villes. Nos amis diront que le gouvernement fédéral n'a qu'à commencer, qu'à créer un ministère, et que le reste suivra. A mon avis, les problèmes sont infiniment plus complexes que cela et les urbanistes devront dorénavant montrer beaucoup plus d'imagination.

Le député de Scarborough-Est (M. O'Connell) a dit que le problème se situe au niveau intergouvernemental. Rien de plus vrai. Hélas, les assemblées législatives des provin-

ces, dotées, aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, d'un pouvoir de vie ou de mort sur les chartes des municipalités, sont encore en grande partie dominées par des ruraux, et l'exemple le plus frappant se trouve dans ma propre province, l'Ontario. L'Ontario vit dans une crainte continuelle de la grande ville-État de Toronto. Elle ne sait pas qu'en faire ni comment y voir. La province craint que, d'une manière ou d'une autre, cette grande ville-État ne finisse par la supplanter dans les années à venir de notre confédération. Elle vit dans la crainte—et ce n'est pas la seule province à le faire—que peut-être la constitution du Canada pour le prochain siècle doit être une constitution qui groupe en une sorte de fédération quatre, cinq ou dix villes-États, grandes agglomérations urbaines qui représentent des centres de dynamisme, d'expansion et de belle vie.

M. D. Gordon Blair (Ottawa-Carleton): Comme mon ami le député d'Ottawa-Ouest (M. Francis), je me réjouis que le problème ait été soulevé à la Chambre, car c'est peut-être le plus grave de notre époque. Lorsque nous abordons la question de la croissance des villes, il faut reconnaître que, dans une large mesure, nous sommes prisonniers d'attitudes et de tournures d'esprit dépassés. Ces attitudes, il est vrai, sont communes à tous les partis et à toute la population du pays.

Toute l'histoire du Canada, voire du monde occidental, est marquée par l'exode rural. Le but primordial de notre société a été la croissance, nous le savons tous, et l'importance des collectivités a toujours été établie en fonction du nombre de leurs habitants, de leurs industries, de leur maisons d'enseignement et des autres services que notre esprit associe aux grandes villes.

En abordant la question ce soir, j'aimerais signaler qu'elle comporte peut-être trois aspects. Le premier, et le plus urgent, c'est de savoir comment régler les problèmes d'urbanisme qui existent aujourd'hui au Canada. La création de grandes villes entraîne la création de problèmes d'envergure. L'industrie, les richesses et bien d'autres choses jugées importantes dans notre société se concentrent dans les villes. Mais le simple rassemblement de gens et d'institutions crée forcément d'énormes problèmes sociaux: logement, vie convenable, crime et même violence.

Je n'ai pas l'intention d'indiquer comment régler les problèmes immédiats et urgents des grands centres, bien que d'autres en aient parlé, quelles mesures prendre pour assurer